

Bujumbura reprend le dialogue pour rappeler la ligne rouge fixée par le pouvoir

RFI, 24-06-2015 Burundi : le gouvernement revient à la table des discussions. A la surprise générale, le gouvernement du Burundi avait boycotté mardi 23 juin la reprise du dialogue politique organisé par une équipe de facilitateurs internationaux en vue de trouver une solution à la crise qui secoue le Burundi depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé son intention de briguer un troisième mandat. Et le temps presse, car les législatives et les communales auront lieu lundi, malgré les demandes répétées de la communauté internationale pour leur report.

Le gouvernement burundais avait boycotté mardi la relance du dialogue politique sans aucune explication. Il est revenu à la table des discussions mercredi pour la deuxième journée, là aussi sans aucune explication. Et sans aussi le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, qui a annoncé son refus de participer à une initiative qui vise selon lui la perturbation des élections. C'est donc le tout-puissant ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana qui a repris sa place dans le dialogue où il fait face à toute l'opposition et à la société civile burundaise. Il a fallu apparemment que le représentant de l'Union africaine pour les Grands Lacs, Ibrahima Fall, use de ses talents de diplomate lorsqu'il l'a rencontré lundi après-midi pour le convaincre et le rassurer sur les intentions de la médiation accusée par le pouvoir de chercher à empêcher la tenue des élections législatives et communales très contestées prévues lundi. La facilitation, un terme qui désigne la médiation au Burundi, se félicite de son retour et espère que le parti CNDD-FDD et ses alliés vont suivre. En attendant, ceux qui participent à ce dialogue en sont toujours aux préliminaires. Mercredi, le ministre burundais de l'Intérieur a rappelé la ligne rouge fixée par le pouvoir. La question du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza ne se pose plus et on ne touche pas au calendrier électoral à quatre jours des législatives et des communales. Ce sont là pourtant les deux questions au cœur de la crise que traverse le Burundi et sur lesquelles l'opposition a un point de vue diamétralement opposé.